BP Boucher

SUJET D'ENTRAÎNEMENT NON OFFICIEL

Sujet rédigé par FormaV avec l'aide d'outils d'intelligence artificielle, pour s'entraîner. Ce document n'a pas été donné à l'examen : ce n'est ni un sujet officiel ni une annale de session. Les entreprises, données et documents qu'il contient sont fictifs.

Les sujets officiels des sessions passées et nos sujets d'entraînement sont classés sur https://bpboucher.fr/annales-sujets-et-corriges

Document mis en ligne par FormaV®. Reproduction ou diffusion sans autorisation interdite.

BREVET PROFESSIONNEL

BOUCHER

ÉDITION 2026

SOUS-ÉPREUVE E31 : L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE, JURIDIQUE ET LE MANAGEMENT DE L'ORGANISATION

Coefficient : 4 Durée : 2 heures

Aucun document ou matériel autorisé en dehors de ceux fournis avec le sujet.

Composition de l'épreuve	Support
PARTIE 1 : Analyse juridique de la situation contractuelle (7 points)	Dossier Questionnement
PARTIE 2 : Analyse managériale et stratégique (7 points)	Dossier Questionnement
PARTIE 3 : Analyse économique et financière (6 points)	Dossier Questionnement
DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES (DT 1, DT 2, DT 3)	Fourni avec le sujet
DOCUMENTS RÉPONSES (DR 1, DR 2) : À RENDRE AVEC LA COPIE	Fin de sujet

L'usage de calculatrice avec mode examen actif est autorisé. L'usage de calculatrice sans mémoire, « type collège », est autorisé.

Ce sujet comporte 8 pages numérotées de 1/8 à 8/8.
Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

LES DOCUMENTS RÉPONSES SITUÉS EN FIN DE DOSSIER SONT À COMPLÉTER ET À RENDRE OBLIGATOIREMENT AVEC LA COPIE.

FormaV - document d'entraînement non officiel

DOSSIER SUJET

MISE EN SITUATION PROFESSIONNELLE ET CONSIGNES GÉNÉRALES : MAISON PLISSON, COMMERCE ALIMENTAIRE SPÉCIALISÉ, PARIS

Vous êtes chargé de gestion au sein de l'activité boucherie de Maison Plisson, enseigne réelle de commerce alimentaire spécialisée dans les produits de qualité. L'établissement étudié est exploité sous la forme d'une société par actions simplifiée (SAS) et emploie 7 salariés dans l'activité boucherie. Les données financières et commerciales présentées dans le dossier sont établies pour les besoins de l'étude et ne constituent pas des comptes publiés de l'entreprise.

L'activité se positionne sur une offre de viandes sélectionnées, une traçabilité renforcée, des conseils de préparation et un approvisionnement privilégiant les filières françaises. Le magasin fait face à la hausse des coûts d'approvisionnement, à une concurrence importante et à l'évolution des habitudes d'achat. Un fournisseur de viande bovine annonce une hausse de prix de 8 % en cours d'exécution d'un contrat annuel. La direction doit apprécier les conséquences juridiques et économiques de cette annonce, puis déterminer les orientations de gestion adaptées.

Le sujet comporte trois parties indépendantes. Vous pouvez utiliser les documents techniques DT 1 à DT 3 et compléter les documents réponses. Justifiez les calculs, indiquez les unités et arrondissez les résultats monétaires au centime et les taux à deux décimales.

PARTIE 1 : Analyse juridique de la situation contractuelle (7 points)

Qualifier les faits et résoudre la situation selon le syllogisme juridique

La SAS exploitant l'activité boucherie a conclu avec son fournisseur bovin un contrat d'approvisionnement annuel couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2026. Le contrat prévoit que les prix convenus demeurent applicables pendant cette période et que toute révision doit faire l'objet d'un accord écrit des deux parties. Le 15 mars 2026, le fournisseur annonce une hausse de 8 % applicable immédiatement. Il indique qu'il suspendra les prochaines livraisons si le magasin refuse cette hausse. Le magasin n'a pas accepté par écrit la modification. À l'aide des documents DT 1 et DT 2, analysez la situation et présentez un raisonnement juridique structuré. Complétez le DR 1.

1.1 (1,5 point) Qualifiez juridiquement les faits et les parties. Formulez précisément le problème de droit soumis à votre analyse.

1.2 (2 points) Présentez les règles de droit applicables à la situation, en mobilisant les textes du DT 1 et la décision de la Cour de cassation du DT 2. Distinguez la force obligatoire du contrat, la bonne foi dans son exécution et les possibilités de modification du prix.

1.3 (3,5 points) Résolvez le litige par syllogisme juridique : rappelez la règle applicable, confrontez-la aux faits puis formulez une solution motivée. Indiquez les démarches que le magasin peut entreprendre et les précautions à prendre avant de suspendre lui-même ses paiements ou de mettre fin au contrat.

FormaV - document d'entraînement non officiel

PARTIE 2 : Analyse managériale et stratégique (7 points)

Établir un diagnostic interne et externe et proposer des décisions de gestion

La direction souhaite réduire la dépendance à un fournisseur et maintenir l'attractivité de l'offre sans dégrader la qualité. Les informations de contexte et les données du DT 3 décrivent les ressources, les contraintes et les évolutions de l'environnement de l'établissement. Appuyez vos réponses sur des éléments précis du dossier.

2.1 (2 points) Réalisez un diagnostic interne de l'activité boucherie en distinguant au moins deux forces et deux faiblesses. Pour chaque élément, justifiez votre choix à partir des informations du sujet.

2.2 (2 points) Présentez un diagnostic externe à l'aide d'au moins quatre dimensions du modèle PESTEL. Pour chaque dimension retenue, identifiez un facteur pertinent et indiquez s'il constitue une opportunité ou une menace pour l'activité.

2.3 (3 points) La direction envisage de diversifier les fournisseurs, de développer le retrait des commandes en magasin et de mieux valoriser la traçabilité de l'offre. Analysez la cohérence de ces choix avec le diagnostic, puis formulez deux préconisations managériales concrètes. Pour chacune, précisez un objectif, une action et un indicateur de suivi.

PARTIE 3 : Analyse économique et financière (6 points)

Exploiter des données de gestion et apprécier l'effet d'une hausse de coûts

À partir du tableau du DT 3, étudiez la rentabilité de l'activité pour l'exercice 2025. Les coûts variables comprennent les achats et les coûts de conditionnement directement liés aux ventes. Les charges fixes regroupent les autres charges d'exploitation retenues pour le calcul du seuil de rentabilité. Pour les calculs, utilisez les formules du DT 3.

3.1 (1,5 point) Calculez la marge sur coûts variables de 2025 puis son taux par rapport au chiffre d'affaires hors taxes. Présentez les calculs.

3.2 (1,5 point) Calculez le seuil de rentabilité en chiffre d'affaires hors taxes pour 2025. Indiquez le taux de marge sur coûts variables utilisé.

3.3 (1,5 point) Calculez la marge de sécurité en euros et le taux de sécurité de l'exercice 2025. Interprétez brièvement les résultats pour la direction.

3.4 (1,5 point) Le fournisseur concerné représente 40 % des coûts variables 2025. En supposant que son prix augmente de 8 %, que les quantités et les prix de vente restent inchangés et que les autres charges ne varient pas, calculez le surcoût annuel et le résultat d'exploitation après ce surcoût. Concluez sur l'enjeu économique de la négociation avec ce fournisseur.

FormaV - document d'entraînement non officiel

DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES

Documents ressources nécessaires à la résolution du sujet

DT 1 : EXTRAITS DU CODE CIVIL RELATIFS AU CONTRAT ET À SON EXÉCUTION

Article 1103 du Code civil : « Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits. »

Article 1104 du Code civil : « Les contrats doivent être négociés, formés et exécutés de bonne foi. Cette disposition est d'ordre public. »

Article 1193 du Code civil : « Les contrats ne peuvent être modifiés ou révoqués que du consentement mutuel des parties, ou pour les causes que la loi autorise. »

Article 1217 du Code civil, extrait : « La partie envers laquelle l'engagement n'a pas été exécuté, ou l'a été imparfaitement, peut : refuser d'exécuter ou suspendre l'exécution de sa propre obligation ; poursuivre l'exécution forcée en nature ; solliciter une réduction du prix ; provoquer la résolution du contrat ; demander réparation des conséquences de l'inexécution. »

Ces extraits sont à appliquer aux faits présentés dans la partie 1. Le contrat du dossier prévoit que toute révision du prix nécessite un accord écrit des deux parties.

DT 2 : COUR DE CASSATION, CHAMBRE COMMERCIALE, 3 NOVEMBRE 1992, POURVOI N° 90-18.547, AFFAIRE HUARD

Visa : article 1134, alinéa 3, du Code civil dans sa rédaction applicable à l'époque, dont le principe de bonne foi dans l'exécution des conventions est aujourd'hui repris à l'article 1104 du Code civil.

Extrait de la motivation : la Cour reproche aux juges du fond de ne pas avoir recherché si le fournisseur, qui avait refusé de renégocier les conditions du contrat alors que son distributeur ne pouvait vendre les produits à un prix concurrentiel, n'avait pas, en agissant ainsi, abusé de son droit.

Portée à retenir : l'exécution de bonne foi peut imposer aux parties de prendre en considération les difficultés contractuelles et d'examiner loyalement une demande de renégociation. Cette décision ne signifie pas qu'une partie peut modifier seule le prix convenu ni que le juge impose automatiquement la conclusion d'un nouvel accord.

DT 3 : REPÈRES STRATÉGIQUES ET DONNÉES DE GESTION DE L'ACTIVITÉ BOUCHERIE

Informations internes : l'activité emploie 7 salariés. Elle dispose d'une équipe expérimentée, d'une clientèle attachée au conseil et d'une offre axée sur la qualité, la traçabilité et les filières françaises. L'établissement dépend d'un fournisseur pour 38 % de ses achats de viande bovine. Ses coûts d'approvisionnement sont élevés au regard de ceux des commerces généralistes. La capacité de retrait des commandes est limitée et l'organisation actuelle ne propose pas de commande en ligne dédiée à la boucherie.

Éléments de l'environnement : la hausse des prix de l'alimentation et des coûts d'achat pèse sur le pouvoir d'achat des clients et les marges. Une partie de la clientèle recherche l'origine des

FormaV - document d'entraînement non officiel

produits, le bien-être animal et des conseils de préparation. Les outils de commande numérique et de retrait en magasin se développent dans le commerce alimentaire. Les obligations de traçabilité, d'information du consommateur et d'hygiène s'appliquent à l'activité. La réduction des emballages et des déchets constitue une préoccupation croissante. Les commerces alimentaires spécialisés et les grandes surfaces se concurrencent sur le prix, la disponibilité et les services.

Données financières 2025 : les montants sont exprimés en euros hors taxes. Le fournisseur concerné par l'annonce de hausse représente 40 % des coûts variables de l'exercice.

Tableau de bord simplifié de l'activité boucherie

Indicateur	Exercice 2024	Exercice 2025
Chiffre d'affaires hors taxes	452 000	480 000
Coûts variables	294 800	312 000
Charges fixes retenues	140 000	148 000
Résultat d'exploitation simplifié	17 200	20 000

Données établies pour le présent dossier. Montants en euros hors taxes.

Formules de gestion

Indicateur	Formule
Marge sur coûts variables	Chiffre d'affaires HT - coûts variables
Taux de marge sur coûts variables	Marge sur coûts variables / chiffre d'affaires HT × 100
Seuil de rentabilité en chiffre d'affaires	Charges fixes / taux de marge sur coûts variables sous forme décimale
Marge de sécurité	Chiffre d'affaires HT - seuil de rentabilité
Taux de sécurité	Marge de sécurité / chiffre d'affaires HT × 100

Les résultats sont arrondis au centime pour les montants et à deux décimales pour les taux.

FormaV - document d'entraînement non officiel

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DR 1 : Document réponse à rendre avec la copie : Analyse juridique, questions 1.1 à 1.3

À RENDRE AVEC LA COPIE

Complétez les rubriques ci-dessous. Présentez le raisonnement dans l'ordre : qualification juridique des faits, problème de droit, règle de droit applicable, application aux faits et solution motivée.

Grille d'analyse de la situation juridique

Étape du raisonnement juridique	Réponse du candidat
Qualification juridique des faits et des parties	.....
Problème de droit	.....
Règle de droit applicable	.....
Application de la règle aux faits	.....
Solution motivée et démarches envisageables	.....

Utilisez les documents DT 1 et DT 2 et les faits du sujet.

Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

FormaV - document d'entraînement non officiel

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DR 2 : Document réponse à rendre avec la copie : Diagnostic stratégique et calculs de gestion

À RENDRE AVEC LA COPIE

Complétez directement les tableaux. Pour les calculs, détaillez les opérations et indiquez les unités et les taux demandés.

Diagnostic stratégique de l'activité boucherie

Diagnostic interne : forces	Diagnostic interne : faiblesses	Environnement : facteur PESTEL et opportunité ou menace
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

Appuyez chaque réponse sur les éléments du contexte et du DT 3.

Calculs de gestion pour l'exercice 2025

Indicateur	Calcul	Résultat
Marge sur coûts variables	.....	.....
Taux de marge sur coûts variables	.....	.....
Seuil de rentabilité	.....	.....
Marge de sécurité et taux de sécurité	.....	.....
Surcoût lié à la hausse de 8 % et résultat après surcoût	.....	.....

Montants en euros HT. Présentez les calculs dans les cases prévues.

FormaV - document d'entraînement non officiel

Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :

FormaV - document d'entraînement non officiel

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.